



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 1er février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 décembre 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SA ENTREPRISE MORONI

Pâtis St Nicolas
La place Royale Sud
Les Echats Les Prés
52100 Perthes

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 décembre 2023 dans l'établissement SA ENTREPRISE MORONI implanté Pâtis St Nicolas La place Royale Sud Les Echats Les Prés 52100 Perthes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA ENTREPRISE MORONI
- Pâtis St Nicolas La place Royale Sud Les Echats Les Prés 52100 Perthes
- Code AIOT : 0005701020
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les carrières MORONI possèdent cette carrière alluvionnaire, qui est autorisée par l'Arrêté Préfectoral du 30 avril 2009 pour une durée de 25 ans.

D'une superficie de 92 ha 35 a79ca, elle porte sur un ensemble de parcelles regroupées en deux secteurs situées sous la RN4, sur la commune de Perthes.

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Tél. : 03 51 37 61 90
89 rue Victoire de la Marne – CS 0002
52901 CHAUMONT cedex

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- remise en état du terrain

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	garantie financière et remise en état	Arrêté Préfectoral du 30/04/2009, article 11.2	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois et 6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que le risque d'inondation était notable.

Des investigations complémentaires sont nécessaires afin de connaître et comprendre les mécanismes hydrogéologiques locaux avec les dernières modifications de remise en état effectué par l'exploitant.

Ces investigations doivent être encadrées par un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : garantie financière et remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2009, article 11.2
Thème(s) : Autre, remise en état
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 2 ans au moins avant l'échéance de l'autorisation. [...]
Constats : Suite à de multiples signalements de suspicion de montée des eaux, risquant d'inonder l'habitation voisine, ainsi et surtout un stock d'engrais, conditionné en big bag, situé dans le bâtiment à proximité du bassin Nord, une visite d'inspection a été diligentée le 20 décembre 2023 en présence des représentants des carrières BLANDIN (carrière située à l'Est de la carrière mise en cause et récolée partiellement le 20 mai 2019) et des carrières MORONI (propriétaire de la carrière mise en cause : partiellement récolée pour sa partie Sud, en rive du canal, en date du 5 octobre 2023) et de M. MOREAU, exploitant agricole, actuel propriétaire de la maison d'habitation, et hangars voisins de la carrière. Il est intéressant de rappeler que la partie Nord, n'est actuellement pas récolée et relève encore de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Lors de la visite, il a été constaté que le niveau de l'eau du bassin Nord est menaçant et relativement proche des bâtiments.

Le différentiel de niveau entre les bassins dits « BLANDIN » et la nouvelle carrière "MORONI" est relativement important et estimé à environ 60 cm au moins.

L'hydrogéologie locale semble particulière à savoir que l'eau ne paraît plus circuler d'Est en Ouest, que l'épanchement semble rendu impossible au Sud, par la présence du canal ; quant à la route nationale 4, elle est surélevée, et pourrait provoquer un effet de digue.

Quant au chemin situé entre les bassins « BLANDIN » et les bassins « MORONI », il semble totalement imperméable, ce qui pourrait expliquer le différentiel de niveau de l'eau entre ces 2 bassins.

Il faut également noter que les Ets MORONI ont modifié la remise en état du site, par porter à connaissance en date du 28 juillet 2023 (plan annexé à ce présent rapport en annexe 1), en installant des berges filtrantes à divers endroits des plans d'eau pour favoriser l'écoulement de l'eau de façon souterraine.

Ces aménagements sont aujourd'hui d'actualité, mais ne l'étaient pas il y a une dizaine d'années. Les bassins "BLANDIN" n'en sont pas pourvus.

Il faut également préciser que les précipitations abondantes de ces derniers mois accroissent également ce phénomène de crue localement.

En tout état de cause, rien n'explique clairement pourquoi l'eau ne s'écoule pas comme elle devrait le faire dans cette zone.

Le vendredi 22 décembre, M. MOREAU a pratiqué une tranchée afin de laisser s'écouler le surplus d'eau menaçant sa propriété, entre le bassin "MORONI" et le bassin "BLANDIN". Les représentants des carrières avaient donné leur accord.

Au-delà de l'action ponctuelle réalisée, l'inspection des installations classées note que les aménagements récents menés au sein de la carrière « MORONI » ont impacté sur la circulation des eaux. La récente remise en état ne permet ainsi pas, à l'heure actuelle, de satisfaire aux dispositions du 511-1 du Code de l'environnement. Aussi, des dispositions doivent être prises afin d'y remédier de façon durable.

Par arrêté de mesures conservatoires, pris en application de l'article L171-8 du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose d'imposer la réalisation d'une étude hydrogéologique. Un délai de 3 mois est proposé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, réalisation d'une étude hydrogéologique

Proposition de délais : 3 mois et 6 mois